



Laïcité : « La France des profs a peur »

Selon un sondage de l'Ifop, jamais les professeurs du public ne se sont autant autocensurés pour éviter des incidents sur les questions de religion.



Par Clément Pétreault



Le buste de Marianne, salle des Illustres au Capitole, lors d'un conseil municipal de la ville de Toulouse. © FREDERIC SCHEIBER / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP
Publié le 07/12/2022 à 19h00 - Modifié le 07/12/2022 à 19h36

Écouter cet article

Powered by ETX Studio

00:00/05:30

La nomination de Pap Ndiaye à la tête du ministère de l'Éducation nationale a-t-elle apaisé les tourments identitaires qui fracturent l'école, comme l'espérait Emmanuel Macron ? Pas sûr. D'après une étude de l'Ifop pour la revue *Écran de veille* du vendredi 9 décembre, il apparaît que jamais les professeurs du public ne se sont autant autocensurés pour éviter des incidents sur les questions de religion. On est loin, très loin, d'un phénomène marginal.

Dans cette étude réalisée auprès de 1 099 enseignants, 56 % des professeurs du secondaire public déclarent s'être déjà autocensurés, soit une augmentation spectaculaire de 20 points en quatre ans. L'assassinat de Samuel Paty n'a manifestement pas conduit au sursaut du corps enseignant que certains espéraient. Ce chiffre atteint même 65 % chez les enseignants d'établissements classés en REP. « La France des profs a peur, cela se mesure par une explosion des pratiques d'évitement », décrypte François Kraus de l'Ifop, qui rappelle que 79 % des enseignants appréhendent d'avoir à gérer une situation conflictuelle en matière de laïcité. Autre chiffre qui témoigne d'une accentuation des frictions, 60 % des enseignants du public ont observé au moins une forme de contestation d'enseignement au nom de la religion – et 30 % au cours de l'année écoulée – avec une prégnance des contestations à l'occasion de cours d'éducation à la sexualité ou dédiés à l'égalité fille-garçon (33 % des enseignants, soit une hausse de 5 % depuis 2020), ou encore lors d'enseignements d'histoire-géographie comme





l'histoire des génocides, ou l'histoire des religions (32 % des enseignants, soit une hausse de 6 % en deux ans).

A LIRE AUSSI Atteintes à la laïcité : des chefs d'établissement sous tension

Fiabilité discutable

Ces taux massifs font douter de la représentativité des indicateurs mis en place par le ministère : « 30 % d'un corps enseignant de 700 000 profs, cela nous amène à plus de 200 000 contestations d'enseignements pour motifs religieux par an, et encore, ce chiffre ne tient pas compte des contestations massives dans le cadre de la vie scolaire », calcule l'ancien inspecteur général de l'Éducation nationale Jean-Pierre Obin, par ailleurs auteur de l'ouvrage *Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école* (Hermann), « on est très éloigné des 3 000 signalements annuels du ministère, cela n'a rien de marginal ».

Le doute sur la fiabilité des chiffres du ministère est permis au regard de la faiblesse du taux de signalement des faits les plus évidents tel le port par les élèves de couvre-chefs à caractère religieux comme un voile ou une kippa : face à de telles situations, seuls 52 % des enseignants ont signalé le fait incriminé à l'administration (mais plus des deux tiers ont demandé à l'élève de le retirer). Les incidents autour de la question religieuse demeurent une source de nombreuses tensions dans les établissements publics, notamment en REP : 46 % des enseignants officiant en REP ont été confrontés à des élèves qui refusaient d'entrer dans des lieux à caractère religieux lors de sorties scolaires et 31 % à des élèves qui prient dans l'enceinte de l'établissement.

Clivage générationnel

Les enseignants interrogés dans le cadre de cette étude ont été sondés sur ce qu'il conviendrait de faire face à ces atteintes régulières à la laïcité. Il apparaît qu'un clivage générationnel divise très nettement le corps enseignant : 74 % des enseignants de moins de 30 ans estiment qu'un assouplissement des règles de laïcité en milieu scolaire est nécessaire, contre 45 % des enseignants de plus de 40 ans. Dans cet esprit, 62 % des enseignants de moins de 30 ans se disent favorables à ce que les cantines scolaires proposent des repas à caractère confessionnel... contre 34 % des enseignants de plus de 50 ans et 41 % des enseignants de moins de 30 ans seraient favorables à autoriser les élèves du secondaire à porter des vêtements traditionnels larges comme une abaya ou un qamis (contre 13 % chez les plus de 50 ans).

Comment expliquer ce qui ressemble à un renoncement générationnel ? « Derrière le critère de l'âge, il y a celui de l'expérience professionnelle et de la confrontation au réel. Tout le monde sait que ce sont les professeurs les moins expérimentés qui sont envoyés dans les établissements les plus difficiles. Ce que démontre cette étude, c'est que plus on est inexpérimenté, plus on a peur ; et plus on a peur, plus on pense qu'il faut assouplir les règles... et plus on est favorable à l'inaction de Pap Ndiaye », commente Jean-Pierre Obin. L'ancien inspecteur estime que ce n'est certainement pas en assouplissant les règles que les tensions et faits de contestation reculeront sur ces sujets.

Réseaux fréristes



Une note récente de la direction du renseignement de la préfecture de police, révélée par nos confrères de *L'Express*, pointait l'implication de réseaux proches des Frères musulmans au cœur des campagnes pro-voile ciblant actuellement les établissements scolaires : « Ces expressions sont caractéristiques de la stratégie d'entrisme salafite-frériste visant à faire entrer des pratiques et rites religieux au sein de l'école républicaine », expliquaient les services de renseignement. « Le Conseil des sages de la laïcité avait déjà alerté le ministère avant l'été sur le rôle des influenceurs TikTok auprès des jeunes musulmans. Cette campagne s'est développée car le ministre n'a rien dit pendant six mois », pointe un proche du conseil des sages, qui ne croit pas à l'efficacité de la circulaire finalement diffusée par le ministère le 10 novembre dernier : « Ce n'est pas d'un discours technique et administratif que manque l'école, mais d'un discours politique. » Allez, encore un petit effort...

